

Contribution de l'Association des Utilisateurs de Free (AdUF) à l'appel à commentaire sur la consultation publique sur le projet de décision portant définition des plafonds tarifaires du service de terminaison d'appel vocal mobile des opérateurs Orange France, SFR et Bouygues Télécom pour la période du 1er juillet 2009 au 31 décembre 2010

Novembre 2008

Préambule

De par notre nature d'association regroupant des utilisateurs finals, nous souhaitons apporter quelques commentaires sur la consultation publique lancée par l'ARCEP.

Ces commentaires refléteront le point de vue des utilisateurs finals.

De même, l'utilisateur final n'ayant aucun moyen simple de connaître l'opérateur mobile appelé, nous ne distinguerons pas d'une manière générale les trois opérateurs mobiles nationaux. Du point de vue d'un utilisateur final, ils doivent être soumis aux mêmes obligations.

Enfin, toujours de par notre nature, nos commentaires se limiteront aux aspects visibles pour les utilisateurs finals, et n'entreront pas en général dans des considérations extérieures à ce périmètre.

Nous remercions l'ARCEP pour son travail d'analyse et pour la possibilité qu'elle offre à tout un chacun d'apporter ses commentaires. Nous pensons que ces actions participent à la transparence des marchés et sont *in fine* bénéfiques aux utilisateurs finals.

1. Sur le besoin de mettre fin à la disparité qui existe entre les coûts de terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles et sur les réseaux fixes

Nous nous réjouissons de la volonté affichée de l'ARCEP de réduire sensiblement les coûts de terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles.

La proposition en consultation visant à ramener ces tarifs de terminaison d'appel vocal mobile à 3 centimes pour Orange France et SFR et 4 centimes pour Bouygues Telecom au 1er juillet 2010 va dans le bon sens.

Cependant elle ne nous semble pas suffisante, en ce qu'elle ne constitue pas un remède à deux maux majeurs qui caractérisent la situation actuelle, à savoir des tarifs très au dessus des coûts et une distinction artificiellement entretenue entre téléphonie mobile et téléphonie fixe.

Tout d'abord, ces tarifs restent d'après les chiffres mêmes évoqués par l'ARCEP très supérieurs aux coûts réels.

De cette non orientation vers les coûts des tarifs de terminaison d'appel vocal mobile découle un subventionnement de fait des opérateurs mobiles par les opérateurs fixes dans le cas des appels fixes vers mobiles, lequel subventionnement n'est pas réciproque, en ce que les tarifs de terminaison d'appel vocal fixe sont eux proches des coûts.

Cette différence de traitement pénalise les utilisateurs d'offre de téléphonie fixe en empêchant l'apparition d'offres d'abondance ou même intéressantes à destination des téléphones mobiles au départ des lignes fixes. (En effet, les opérateurs de téléphonie fixe, n'ayant pas vocation à subventionner les opérateurs de téléphonie mobile, concurrents, sont de la sorte encouragés à ne pas offrir au public des tarifs avantageux vers ces destinations.)

Le corollaire de cette différence de traitement non fondée est qu'il existe de fait une distinction entre téléphonie mobile et téléphonie fixe alors qu'il s'agit dans les deux cas de communications interpersonnelles et que les coûts réels sont très proches.

Rien en effet ne nous semble devoir justifier l'actuelle différence de traitement entre ces deux technologies.

Cette distinction artificiellement entretenue pénalise de fait les utilisateurs et plus particulièrement ceux ayant de modestes revenus.

2. Sur l'inefficacité de l'asymétrie des coûts de terminaison d'appel vocal selon l'opérateur mobile de destination en tant que remède

Nous regrettons le report au prochain cycle de la fin de l'asymétrie des tarifs de terminaison d'appel vocal selon l'opérateur mobile de destination.

Cette asymétrie en tant que remède visant à compenser le retard initial de l'opérateur mobile minoritaire avait déjà amplement démontré son inefficacité.

Il est dommage que les problèmes induits par cette asymétrie, effet club utilisé libéralement par les deux principaux opérateurs de téléphonie mobile et illisibilité des offres en tête, soient de fait toujours d'actualité, et ce au moins jusqu'au terme du présent cycle, c'est à dire jusqu'au 31 décembre 2010.

3. Sur le besoin de trouver une solution plus efficace visant à prendre enfin en compte le point de vue des utilisateurs

Pour un utilisateur, dans le cadre d'une communication interpersonnelle, le fait que le numéro corresponde à une ligne fixe ou à un téléphone mobile est sans objet. Ce qu'il cherche à faire, c'est joindre la personne correspondante.

Si une distinction selon le type de destination pouvait se comprendre lors de la phase de lancement de la téléphonie mobile, de par le souhait des pouvoirs publics d'alors de favoriser le déploiement de ces nouvelles technologies, il n'en va plus de même aujourd'hui.

Les résultats des trois opérateurs mobiles démontrent que leurs réseaux sont largement rentabilisés, et les études faites par l'ARCEP indiquent que les coûts de terminaison sont du même ordre en téléphonie fixe et en téléphonie mobile.

Il n'existe plus de raison justifiant l'actuelle distinction.

C'est pourquoi nous regrettons que dans le projet de décision soumis à consultation publique l'ARCEP ne soit pas allée au bout de sa démarche, en imposant des tarifs de terminaison orientés vers les coûts, soit comme indiqué dans le document de consultation ayant un montant situé entre 1 et 2 centimes d'euros par minute.

Une telle décision aurait de fait mis fin à la distinction actuellement artificiellement entretenue, qui pénalise *in fine* principalement les utilisateurs.

Le gommage de cette distinction artificielle bénéficierait à tous les acteurs, utilisateurs et opérateurs.

Il aurait également l'avantage de permettre la mise en oeuvre de certaines évolutions du plan de numérotation, afin de mettre ce dernier plus en accord avec les usages et attentes d'aujourd'hui.

Dans une consultation lancée par l'ARCEP il y a 3 ans, relative aux évolutions du plan de numérotation et ses règles de gestion, la question de la pertinence d'un regroupement des numéros de communication interpersonnelle avait été posée, et semblait avoir recueilli l'approbation de la majorité des acteurs s'étant exprimés.

La fin de la distinction entre numéros fixes et mobiles dans le cadre des communications interpersonnelles ne peut ce nous semble se faire que si les tarifs pour l'appelant sont identiques.

La différence des coûts de terminaison, artificiellement entretenue, ne permet pas la réalisation de cet objectif, et cela nous semble dommageable.